

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire

- Page 3 :
GUINEE : LES FEMMES MONTRENT
LA VOIE
- Page 4 :
MALI : APRES 17 ANS D'INDE-
PENDANCE, LA MISERE CONTINUE
- Page 5 :
MADAGASCAR : CAMPAGNE CONTRE
LE BRIGANDAGE : POUR LE BIEN-
ETRE DE LA POPULATION OU POUR
CELUI DU GOUVERNEMENT
- Page 7 :
ATTENTATS TERRORISTES : DES
METHODES QUI N'ONT RIEN A
VOIR AVEC LE COMBAT DU
PROLETARIAT
- Page 8 :
TCHAD : LE MALHEUR DES UNS
FAIT LE PROFIT DES AUTRES
- Page 9 :
MESURES STOLERU : DES MESURES
DEMAGOGIQUES QUI AGGRAVENT
LES CONDITIONS DES TRAVAILLEURS
- Page 10 :
IL Y A 60 ANS LA REVOLUTION
RUSSE ...

Prix: 1 Franc

N° 54 - 25 octobre 1977

AFRIQUE DU SUD

les larmes des
bourgeois n'ont rien
de commun avec les
intérêts des
travailleurs

Depuis le 19 octobre dernier, le gouverne-
ment de l'Afrique du Sud a décrété l'interdiction de
18 organisations et deux journaux qui s'opposaient à
la politique raciste du Régime. Cette nouvelle vague
de répression fait suite à la mort de Steeve Biko ,
(un des dirigeants politiques noirs opposés à l'Apar-
theid). L'assassinat de Steeve Biko a créé un mécon-
tentement dans toutes les grandes villes. De nombreux
organisations et journaux ont manifesté ouvertement
leur indignation. C'est pour cette raison-là que
Vorster a réagi violemment en mettant hors-la loi"
les 18 organisations et en faisant de nombreux pri-
sonniers.

.../...

D'ailleurs même si ces organisations et journaux existent depuis longtemps, ils ne pouvaient pas s'exprimer librement. Maintenant ils sont carrément interdits et illégaux. Par la voix de Carter, le gouvernement américain a éprouvé le besoin de se démarquer publiquement de la répression. De manière plus générale, depuis quelques temps, les européens et américains déclarent qu'ils sont contre le système de l'Apartheid en Afrique du Sud.

Cette attitude de l'impérialisme est en tout état de cause une monstrueuse hypocrisie. Car si le système de l'Apartheid assure les privilèges ignobles des petits blancs d'Afrique du Sud, les principaux bénéficiaires sont les trusts multinationaux appartenant aux impérialistes.

Si ceux-ci disent aujourd'hui qu'ils sont indignés de ce qui se passe en Afrique du Sud, c'est que les révoltes qui, depuis quelques temps, se sont manifestées dans ce pays, peuvent mettre en danger le bon fonctionnement des grandes entreprises impérialistes.

Travailleurs, sachons tirer leçon du langage de Carter. Cette opposition toute fraîche à l'Apartheid montre seulement que l'impérialisme peut se passer de l'Apartheid sans pour autant sacrifier ses intérêts. Car ceux qui travaillent dans les mines, ceux qui sont obligés d'aller travailler dans les usines, s'ils sont exploités, ce n'est pas en tant que noirs, mais d'abord en tant que prolétaires.

D'ailleurs aux Etats-Unis, en Angleterre ou en France, même s'il n'y a pas d'Apartheid, cela n'empêche pas qu'il y ait des ghétos, des foyers-taudis, du chômage et de la répression.

Alors sachons que se dire contre l'Apartheid n'est pas un label de garantie. La preuve en est que même des gens comme Carter ne se trouvent pas gênés de s'en démarquer.

Sachons aussi que tous les africains ne subissent pas de la même manière le régime de Vorster. Il y a des bourgeois noirs ou métis qui, même s'ils aspirent à un changement, ne souhaitent que mieux s'enrichir et se servir de l'Etat avec cette fois-ci des policiers, des soldats et des tribunaux noirs à la place des blancs.

Ces gens-là se cachent derrière une phraséologie radicale contre la ségrégation raciale, mais n'ont absolument pas les mêmes intérêts que les travailleurs. Ce n'est pas parce qu'on a la peau noire qu'on a les mêmes intérêts. Il y a des noirs plus "blancs" que les blancs eux-mêmes, de même qu'il y a des blancs moins "blancs" que d'autres.

Alors, lutter contre l'Apartheid, certes, avec toute la détermination qu'exige le combat pour supprimer cette barbarie, mais cette lutte, le prolétariat doit la mener à sa façon. Pour cela il lui faut une organisation avec une politique marxiste révolutionnaire, afin qu'il puisse consciemment prendre la tête de la lutte et regrouper derrière-lui tous ceux qui sont prêts à combattre dans ses rangs.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * *

GUINÉE

les femmes montrent la voie

Ce n'est que récemment que la presse a fait état des manifestations de femmes qui avaient eu lieu le 27 août dans les grandes villes de Guinée.

Les femmes ont crié leur colère contre la pénurie alimentaire, contre la vie chère, mais aussi pour la libération de leur mari et des membres de leurs familles qui sont détenus depuis longtemps en prison.

Plusieurs postes de commissariat de police ont été attaqués par les manifestantes. Sékou Touré a profité de cette occasion pour augmenter la répression.

Si les femmes guinéennes ont manifesté en bravant une des dictatures les plus sanglantes d'Afrique, c'est que leur colère est vraiment profonde, et qu'elles ne veulent plus accepter la misère.

La pénurie alimentaire qui est quasi permanente en Guinée, comme dans de nombreux autres pays africains, engendre le marché noir et la vie chère. Il arrive des périodes où, avec un salaire de manoeuvre à Conakry, on ne peut même pas acheter plus de 10 Kg de riz. En février 1977 par exemple, un simple boubou coûtait l'équivalent de 42 500 CFA. Le sucre et la viande de mouton sont hors de prix pour un salaire d'ouvrier !

Pour faire accepter cela à la population, Sékou Touré utilise la même manière que les autres régimes d'Afrique, c'est-à-dire la dictature. Ceux qui ne sont pas d'accord sont mis en prison ou exilés. C'est ainsi que plusieurs centaines de milliers de guinéens ont été obligés de quitter leur pays et leurs familles, pour fuir la répression ou pour trouver un emploi ailleurs (en Côte d'Ivoire, au Sénégal ou dans d'autres pays).

Cela fait 19 ans que la Guinée a proclamé son indépendance. Et depuis ce temps la situation des paysans pauvres et des travailleurs n'a pas changé malgré les promesses que Sékou Touré leur a faites.

Pour des milliers de gens, Sékou Touré a été un espoir, ils croyaient avoir en lui un sincère combattant contre le colonialisme français. Mais il ne reste plus du mythe, né lors du référendum du 28 septembre 1958 (quand Sékou Touré a choisi de faire voter "non" à De Gaulle), que des discours se référant à la "révolution guinéenne" - et derrière ces discours, une dictature sanglante qui n'a rien à envier à celle d'un Moussa Traoré.

Sékou Touré n'est pas du tout du côté des travailleurs, il est dans le camp des exploités. Sa phraséologie révolutionnaire ne masque d'ailleurs plus sa dictature. Derrière les discours il y a la misère, la faim, le système du parti unique, les prisons et l'exil pour ceux qui sont soupçonnés d'opposition.

Alors les femmes guinéennes montrent la voie. Ce régime doit être renversé. Il ne peut l'être que par la mobilisation révolutionnaire. Mais le passé doit aider à préparer l'avenir. Les exploités de Guinée ont appris, par désillusion d'abord, par la répression ensuite, ce qu'il en coûte de confier son sort à un homme, même paré d'un prestige d'"anti colonialiste". Ils ne faut pas qu'ils se confient demain à un autre Sékou Touré en herbe, même s'il n'a que les mots "liberté" et "démocratie" à la bouche.

La liberté, personne ne l'apportera aux travailleurs. Ils l'auront s'ils savent la conquérir et surtout, la conserver, les armes à la main.

MALI APRES 17 ANS D INDEPENDANCE LA MISERE CONTINUE

Le 22 septembre, la fête de l'indépendance du Mali a été célébrée à Bamako par un long défilé militaire de trois heures.

Comme chaque année des discours ont été prononcés ; toujours des discours !

Mais depuis 17 ans rien n'a changé dans le sort de la population de ce pays.

Les anciens dictateurs de l'Union Soudanaise, réunis au sein du Rassemblement Démocratique Africain (RDA), qui ont régné en maîtres absolus pendant huit ans, tout comme leurs successeurs galonnés, n'ont rien fait pour améliorer vraiment la situation scandaleuse dans laquelle se trouve la population malienne. Rappelons-nous la sécheresse de 1973 qui a fait de grands ravages tant sur les cultures que sur le bétail.

Oh ! Bien sûr que ces gradés ne peuvent peut-être pas faire tomber la pluie quand ils le veulent ; mais il est possible de construire des barrages pour irriguer les terres et développer les cultures vivrières pour répondre aux besoins immédiats de la population.

Mais le soucis du gouvernement malien est autre : Traoré et ses valets sont bien trop occupés à dilapider les impôts qu'ils volent à la population.

Que la population soit dans la misère, ils s'en moquent, pourvu qu'ils reçoivent des miettes des pays impérialistes. En contrepartie, ils obligent la population à pratiquer la monoculture. Le gouvernement de Moussa Traoré encourage, dans certaines régions, à cultiver de plus en plus de coton pour satisfaire les besoins en textiles du trust français CFDT.

En ville, la situation est analogue, car même d'après les statistiques officielles, sur plusieurs centaines de milliers de citoyens, cinquante mille seulement ont du travail !

Et c'est parce que les privilèges exorbitants existent dans cet océan de misère que le régime est dictatorial, et que manquent les libertés les plus élémentaires.

Misère et dictature, voilà le bilan du régime malien après 17 ans d'indépendance.

Il faut que ça change. Mais pour un changement de bas en haut, il faudra que les travailleurs s'organisent en tant que classe exploitée, pour balayer ces régimes pourris qui nous exploitent et qui nous oppriment

o o o o o o o o o o o o o o o o

MADAGASCAR :

campagne contre le brigandage :

POUR LE BIEN-ETRE DE LA
POPULATION, OU POUR
CELUI DU GOUVERNEMENT ?

Depuis quelques mois, une campagne gigantesque est lancée dans la quasi totalité des journaux malgaches contre le brigandage et l'insécurité publique.

Le gouvernement Ratsiraka a décrété un certain nombre de lois, le 22 septembre dernier, pour "enrayer totalement le brigandage, le banditisme et les assassinats".

- emprisonnements de 6 mois à 5 ans, et amendes de 36 000 FMG (720 FF) au minimum
- cela pouvant toucher aussi bien les brigands que toute association qui "trouble l'ordre public"
- élargissement de certaines prérogatives des fokonolona (municipalités) : ils pourront par exemple expulser de leur territoire ceux qu'ils reconnaissent coupables. La décision devant bien sûr, être approuvée par le ministère de l'intérieur.
- création d'un tribunal spécial.

Passons sur le fait que rien ne garantit que cette loi ne sera pas utilisée contre ceux -associations ou individus- qui exprimeront leur mécontentement autant que contre les actes de banditisme.

Cela dit, il est vrai que la population vit dans une situation d'insécurité croissante. Non seulement dans les bidonvilles de Tananarive, mais en plein centre et dans les autres villes, il devient périlleux de sortir dans les rues à partir de 20 h. Il y a des assassinats constamment. Pour aller au marché à Tananarive il faut garder ses deux mains dans les poches ou tenir son sac à deux mains. Dans les campagnes les paysans se voient voler leur bétail régulièrement.

Des voleurs de bœufs ont même envoyé une lettre d'avertissement avant de venir faire leur razzia dans un village, puis assassiner le président du fokonolona qui a tenté d'organiser la population.

Le banditisme est un phénomène social qui résulte de la misère et du chômage comme le reconnaît lui-même Ratsiraka -un phénomène qui résulte de toute l'organisation de la société. Et il est bien évident que Ratsiraka ne peut pas s'en prendre aux racines, lui dont l'Etat est un parasite qui vit sur le dos des exploités, lui qui est incapable de procurer du travail aux milliers de chômeurs des villes qui en sont parfois réduits à se débrouiller pour survivre.

Ratsiraka est tout juste capable de faire de la démagogie vis-à-vis des Zoam (lumpenprolétaires) en se contentant de leur faire des promesses. Comment peut-il lutter contre le banditisme, alors que ses propres fonctionnaires sont corrompus, alors que certains de ses hauts fonctionnaires ont été de mèche avec une grosse société d'abattage qui rachète leur butin aux voleurs de bœufs ?

Il y a quelques mois, constatant l'insécurité dans certaines rues de Tananarive, le gouvernement a envoyé des gendarmes et des militaires, non pas pour protéger la population, mais... pour surveiller le Centre de Chèques Postaux de Tsaralalana par exemple !

.../...

Car la force armée dont dispose l'Etat n'est pas là pour la sécurité de la population mais pour protéger les biens des riches, contre la population.

Et si parfois le gouvernement envoie ses gendarmes contre les bandits à la ville ou à la campagne contre les voleurs de bœufs, c'est parce qu'il y est bien obligé pour calmer l'opinion et faire croire que ses forces armées sont utiles à la population.

Oh bien sûr, il fait appel au fokonolona pour que celui-ci fasse lui-même sa sécurité. Mais il ne lui donne pas les moyens de le faire. Les prérogatives du fokonolona sont bien minces, et il est en fait un appendice de l'administration, bien coiffé par les préfets et sous-préfets.

La population peut se protéger contre le banditisme, et si elle ne peut pas l'enrayer totalement, elle peut en tout cas être plus efficace que les militaires et les gendarmes, contre l'insécurité. Pour cela, il faut qu'elle puisse s'organiser, décider de la manière la plus efficace de rétablir la sécurité, et s'armer.

Mais armer la population pour lui permettre de s'occuper de son sort, et lui en donner goût, cela ne plait pas à un gouvernement bourgeois, car cela peut permettre aux exploités de bousculer l'ordre, de s'en prendre aux possédants, qui volent légalement, cela peut leur permettre d'utiliser leur force contre l'Etat lui-même qui protège les possédants.

Le droit de s'occuper de son propre sort ne se demande pas, il s'arrache. Si les travailleurs veulent voir leurs problèmes résolus, ils ne doivent rien attendre du gouvernement Ratsiraka et de ses fonctionnaires, c'est sur eux-mêmes qu'ils doivent compter.

* * * * *

LA POLICE FAIT PLUS DE 100 VICTIMES

ÉQUATEUR :
PARMI LES TRAVAILLEURS EN GREVE
PARMI LES TRAVAILLEURS EN GREVE

Le mardi 18 octobre, les forces de répression ont fait plus de cent victimes parmi les travailleurs en grève de la sucrerie de Guayaquil en Equateur. Parmi les victimes on compte des femmes et des enfants.

Dans cette usine, les mille huit cents ouvriers avaient fait grève avec occupation pour réclamer une augmentation de salaire. Des femmes et des enfants étaient venus apporter de la nourriture ; plusieurs milliers de personnes se trouvaient dans l'usine lorsque la police est intervenue d'une manière sauvage et révoltante.

Que la police soit allée plus loin que ne voulaient les dirigeants ou qu'elle ait obéi à leurs ordres, l'Etat montre où est son camp. En plus le gouvernement ne manque pas de cynisme en attaquant des dirigeants syndicaux qui protestent contre de tels actes au lieu de s'en prendre à ceux qui les assassinent.

Dans les dictatures militaires en Amérique latine comme en Afrique, pour la moindre revendication salariale les travailleurs auront à faire face à l'Etat et à son corps de répression, l'armée et la police.



ATTENTATS TERRORISTES

des méthodes qui n'ont rien à voir
avec le combat du prolétariat

La semaine dernière, 3 faits liés les uns aux autres ont marqué l'Allemagne de l'Ouest : Le détournement d'avion avec prise d'otages opéré par des terroristes, la mort d'Andréas Baader, et celle de Hans Martin Schleyer.

Toute la presse bourgeoise du monde s'est empressée de crier holà sur la violence en même temps que le gouvernement Helmut Schmidt. Les bourgeois reprochent aux terroristes du groupe Baader d'utiliser la violence et de vouloir abattre la "démocratie". Hans Schleyer, chef de file des patrons allemands, ancien nazi a eu droit à des larmes de deuil et même des funérailles nationales tout simplement parce qu'il a été assassiné par des terroristes, lui-même qui a été ancien SS sous le régime fasciste, et, comme tel, responsable de la mort de combien d'hommes ?

Et tous ces personnages qui condamnent les assassinats et la violence, ont approuvé l'assassinat de Baader et de ses compagnons de prison par la police, l'opération du commando allemand contre ceux qui ont détourné l'avion, et partant, le risque qu'ils ont fait courrir aux otages en chargeant l'avion ; eux qui entretiennent un appareil de répression prêt à assassiner, à torturer dès qu'ils estiment leurs intérêts menacés.

Les assassins à la Pinochet, à la Franco, ont les honneurs dûs aux chefs d'Etats. Et ceux qui, au nom de l'Etat "démocratique" français avaient assassiné, violé et torturé à Madagascar, au Vietnam, en Algérie ou ailleurs; y compris "d'innocents civils", ceux-là ont des médailles, une bonne retraite, quand ce n'est pas des fauteuils ministériels.

La violence de la bande à Baader n'est rien à côté de la violence organisée des Etats bourgeois, même les plus démocratiques. Et les travailleurs doivent savoir qu'ils ne pourront s'émanciper que s'ils ne reculent pas devant cette violence, que s'ils sont capables de s'organiser et de s'armer pour la vaincre.

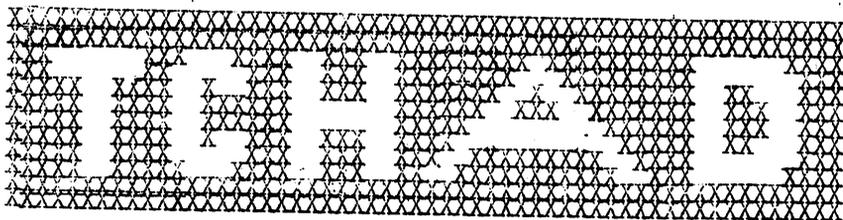
Mais les travailleurs doivent également savoir que des groupes comme celui de Baader, et plus généralement ceux qui prônent les méthodes terroristes, ne sont absolument pas dans le camp du prolétariat, ni par leur politique, ni par leurs méthodes. La prise d'otages, comme les attentats aveugles, montrent à quel point ces gens méprisent les hommes, méprisent les travailleurs et ce que ces derniers peuvent penser de ce genre de méthode.

Pour changer le monde, les travailleurs n'y arriveront qu'en s'organisant eux-mêmes sans rien attendre des Zorro. Et cela est tout aussi valable pour les travailleurs des pays comme l'Allemagne qui peuvent avoir la possibilité de s'organiser, que pour ceux des pays où il n'y a aucune liberté d'expression.

Devant les atrocités commises par les dictatures en Afrique, il est des travailleurs qui pensent qu'il faudrait prendre quelques mitrailleuses et assassiner Traoré ou Senghor et leur entourage. Mais à quoi cela servirait-il donc, si un autre Traoré ou Senghor venait à la place pour continuer à faire la même chose que les premiers ; la population continuerait à subir les mêmes jougs.

La seule manière, pour les travailleurs et les paysans, d'améliorer leur sort, c'est de lutter en masse, c'est de ne pas le confier à d'autres. Là seulement ils pourront empêcher les capitalistes et les parasites de vivre sur leur dos.

Dans la conquête du pouvoir politique, les masses opprimées auront à utiliser les armes contre la bourgeoisie qui ne laisse jamais le pouvoir politique sans utiliser toute la barbarie dont elle est capable (son armée est là pour cela). Mais le prolétariat organisé et en armes, c'est autre chose qu'une poignée d'individus pratiquant le terrorisme.



LE MALHEUR DES UNS

FAIT LE PROFIT DES AUTRES

Les conséquences de la sécheresse qui a frappé, en 1974, les pays du Sahel, dont le Tchad, continuent de se faire sentir. A N'Djaména, capitale de ce pays, le mil manque toujours sur le marché ; il a fallu, pour les familles pauvres, attendre plusieurs jours pour s'acheter un demi sac ou un sac de sorgho.

Pourtant ces sacs de sorgho, envoyés par des organismes internationaux pour pallier le manque de mil, doivent normalement être distribués gratuitement à la population affamée.

Or, au lieu de distribuer gratuitement cette nourriture, l'Etat -par l'intermédiaire du FDAR- la vend. Ainsi donc, au lieu de combattre la famine, le régime en tire profit, au détriment des affamés.

Certes, le FDAR vend moins cher le sorgho que le prix courant dans le commerce, mais cela n'allège en rien le problème des pauvres ; cela permet seulement à toute une succession de profiteurs de titer profit à leur tour de l'affaire . En effet ce sont en général des commerçants qui achètent bon marché au FDAR, pour revendre plus cher : plus de 1 000 CFA le sac de 50 Kg de sorgho. Certains détaillants prennent le relais en revendant au kilogramme. C'est la spéculation depuis les gros commerçants jusqu'aux plus petits.

Le gouvernement militaire sait fort bien cela ; il est bien au courant de cette pratique scandaleuse mais ferme les yeux dessus. Et pour bien des raisons. Eux-mêmes sont les premiers à profiter de cette situation ; ils sont les premiers à se servir grassement, et gratuitement en sacs de sorgho avant de les remettre en vente. Eux, ne connaissent, en général, pas la famine, même si les soldats de deuxième classe éprouvent une certaine difficulté à approvisionner leurs familles vivant en dehors des casernes.

Ces parasites, au contraire, s'engraissent pendant que la population laborieuse des villes et des campagnes crève de faim.

0 0 0 0 0 0 0 0 0

CAMARADE, SI CE JOURNAL TE PLAIT, FAIS-LE CIRCULER AUTOUR DE TOI !

Abonnements :

- FRANCE : ordinaire un an : 12 F
sous pli fermé un an : 36 F

- AUTRES PAYS : écrire au journal

Adresser toute correspondance à : COMBAT OUVRIER B.P. 80 93 300 Aubervillier
France.

(En spécifiant : "pour LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS")

mesures stoléru

DES MESURES DEMAGOGIQUES QUI AGGRAVENT LES CONDITIONS DES TRAVAILLEURS EMIGRES

Le Conseil d'Etat vient de remettre en cause le projet de décret suspendant pour trois ans l'émigration familiale, en le qualifiant d'anticonstitutionnel. Il n'en demeure pas moins que le Conseil d'Etat ne souffle mot des deux autres séries de mesures prises par Stoléru à l'encontre des travailleurs émigrés qui restent elles en vigueur.

Ainsi, les mesures Stoléru rendent la situation des travailleurs émigrés plus précaires sur le plan légal. Par ailleurs, elles livrent les travailleurs en question un peu plus à la merci des patrons, qui pourront leur imposer des conditions encore plus dures. Il n'est pas exclus que la préfecture de Paris exerce un chantage sur les chômeurs; mêmes ceux qui travaillent risquent de connaître le même sort s'ils ne présentent pas toutes les fiches de paie que la préfecture leur exige.

De même les licenciements, les expulsions arbitraires, les contrôles policiers en France et aux frontières montrent bien la politique anti-émigrés du gouvernement français. Citons un exemple de ces mesures : l'organe de la CGT "La vie ouvrière" d'octobre relate que la douane a refusé la rentrée en France de plusieurs dizaines de travailleurs portugais en vacances, en téléphonant à leurs patrons s'ils veulent bien les reprendre. Même si les patrons consentent, une somme de 1 100 F comme argent de poche est exigée par la douane pour les laisser passer.

Mais le cynisme du gouvernement ne s'arrête pas là. Depuis quelques temps, une campagne ouvertement raciste est déclenchée contre les travailleurs étrangers. Cette campagne laisse croire aux travailleurs français que les responsables du chômage sont les travailleurs émigrés. Que ce sont eux qui prennent leur travail.

Le gouvernement sait très bien que ce n'est pas le départ massif des émigrés qui va résoudre le problème du chômage. Il sait fort bien que le renvoi des nettoyeurs du métro, des éboueurs de la ville de Paris ou des OS d'usine ne donnera pas l'emploi aux cadres de la RATP, aux secrétaires dactylographes de la mairie ou des entreprises.

La véritable raison des mesures Stoléru, c'est la basse démagogie électorale, afin de plaire en premier lieu à l'électorat de droite et de lui faire croire que le gouvernement détient la clé de la solution du chômage. Mais si la mesure est démagogique, l'aggravation de la condition des travailleurs émigrés est, elle, bien réelle.

Par ailleurs, en alimentant les préjugés raciaux, le gouvernement espère peut-être pouvoir opposer les travailleurs français contre les travailleurs émigrés, diviser la classe ouvrière et la détourner des vrais responsables de la crise qui sont les capitalistes et leur gouvernement. Par cette politique foncièrement raciste, Stoléru espère détourner la colère de certains ouvriers contre d'autres.

Les travailleurs n'ont pas intérêt à écouter ces bourgeois de l'espèce de Stoléru qui attaquent une catégorie d'ouvriers. Devant ce genre d'attaques, c'est toute la classe ouvrière dans son ensemble qui doit réagir.

IL Y A 60 ANS LA REVOLUTION RUSSE

Après avoir renversé le Tsar en février 1917, le prolétariat russe a pris le pouvoir en octobre 1917. C'est la première fois dans l'histoire, que les travailleurs ont non seulement accompli une révolution victorieuse, mais ont su garder le pouvoir entre leurs mains et le consolider en créant un Etat qui n'était plus l'instrument de la sauvegarde des intérêts des riches, des privilégiés, des capitalistes, comme le sont, au-delà de leurs formes très diverses, tous les Etats du monde entier, mais un Etat dont la force était mise au contraire au service du renversement du pouvoir des bourgeois et des riches.

Cette première révolution prolétarienne s'est effectuée non pas dans un pays capitaliste où la classe ouvrière est fortement organisée et représente la majorité de la population, mais dans un pays pauvre. En effet la Russie était un pays sous-développé. C'était un pays dont les souverains -les Tsars - régnaient en dictateurs sanguinaires, comme le font les dictateurs d'Afrique.

Tout comme l'Afrique d'aujourd'hui encore, la Russie était sous la domination économique et sous une certaine tutelle politique des puissances impérialistes européennes comme la France ou l'Angleterre.

C'est la première guerre mondiale et les souffrances qu'elle entraînait dans toutes les couches populaires, qui a poussé jusqu'au bout la crise de la société, et a entraîné dans la révolte les soldats mobilisés, les ouvriers et la grande masse des paysans. Le prolétariat russe, pourtant minoritaire numériquement, a su prendre la tête de l'ensemble de la révolte, et, devant la défaillance de toutes les autres forces sociales, prendre en main la direction du pays et proposer une politique conforme aux intérêts des exploités.

C'est ainsi que le nouveau pouvoir a immédiatement proclamé sa volonté de mettre fin à la guerre, menée exclusivement au profit des riches. Il a immédiatement déclaré l'expropriation des terres des grands propriétaires, et appelé les paysans à prendre les terres et les instruments aratoires. Il a appelé les travailleurs à contrôler l'ensemble de la vie économique.

Et c'est précisément dans cet appel à la participation active des ouvriers et des paysans pauvres à la réalisation des transformations sociales nécessaires que réside la profonde originalité de la révolution russe.

Certes, la révolution prolétarienne n'aurait sans doute pas pu aboutir à la victoire sans l'existence d'un parti, le parti bolchévik, qui, dans la révolution russe qui mettait en branle une multitude de forces sociales, se battait avec conséquence pour faire prévaloir les solutions politiques du prolétariat.

Mais la révolution d'octobre n'était pas la prise du pouvoir par un parti. La réalité du pouvoir a été prise et exercée à tous les niveaux par des conseils d'ouvriers -le mot russe Soviet signifie précisément conseil- et dans les campagnes, par des conseils paysans. L'ensemble de ces soviets constituait le système de pouvoir le plus démocratique, le plus proche de la population laborieuse, le plus contrôlable par elle, le plus capable de représenter ses aspirations, que la société ait jamais connu.

Les délégués d'ouvriers, de paysans et de soldats étaient élus et révocables à tout moment. Ils ne bénéficiaient d'aucun privilège. Ils devaient rendre des .../...

compte en permanence à leurs camarades. Et, contrairement au système parlementaire bourgeois même le plus démocratique, les soviets ne se contentaient pas seulement de voter des mesures, en laissant à des corps de fonctionnaires incontrôlables le soin de les appliquer, ils étaient également tenus à exécuter leur décisions. Le prolétariat a ainsi pris sa destinée en main en contrôlant lui-même le pouvoir qu'il a créé. Le contrôle de la production et de la distribution des marchandises est donc aux mains des soviets.

Aussi par exemple le nouveau pouvoir n'avait pas besoin d'un corps de répression spécialisé pour réaliser la réforme agraire et résoudre celui des nationalités opprimées. Aux paysans, il disait : prenez la terre vous-même, organisez-vous en comités pour déterminer qui a droit et à combien de terre.

Aux nationalités opprimées, le droit à l'autodétermination était accordé. Elles pouvaient s'allier ou se séparer du nouveau pouvoir jusqu'à l'indépendance complète. Voilà la vraie démocratie.

Le pouvoir soviétique est justement la caractéristique fondamentale de la révolution russe. C'est en cela qu'elle est un exemple pour tous les exploités du monde. La révolution russe n'était pas une fin en soi pour les révolutionnaires. Ils étaient conscients qu'on ne pouvait instaurer le socialisme dans un seul pays, encore moins dans un pays pauvre comme la Russie. Mais cette révolution devait être à leurs yeux, le point de départ pour le renversement de la bourgeoisie à l'échelle du monde.

Tous les efforts du pouvoir soviétique étaient donc de faire en sorte que le prolétariat des autres pays se soulève contre sa bourgeoisie. En particulier celui du grand pays capitaliste voisin : l'Allemagne. Malheureusement, si le prolétariat avait menacé sérieusement l'ordre bourgeois dans de nombreux pays, la révolution a été vaincue partout ailleurs qu'en Russie.

L'échec de la révolution mondiale, le prolétariat russe le subira sous forme de dégénérescence de l'Etat qu'il avait mis en place. Une couche bureaucratique est apparue au sein de cet Etat. Elle a fini par déposséder les ouvriers du pouvoir et par transformer le régime en dictature anti-ouvrière. Et de ce point de vue, la révolution russe a échoué. L'échec de cette révolution est un échec pour l'ensemble du prolétariat.

Malgré cela, la Russie sous-développée est devenue la deuxième puissance du globe. C'est là l'indice des énormes possibilités que recèle un pouvoir prolétarien qui, parce qu'il n'est pas là pour protéger des privilèges, a le courage et la force de procéder à des transformations économiques et sociales profondes dans l'intérêt de la société. Ce que l'URSS garde de positif et d'original, malgré la sanglante dictature de Staline, de Kroutchev ou Brejnev, c'est la révolution prolétarienne qu'elle le doit.

Cette dégénérescence a eu des conséquences très graves pour l'ensemble du mouvement ouvrier. Les partis communistes, devenus staliniens, se sont transformés en adversaires de la révolution, avant de mener une politique ouvertement au service de leur bourgeoisie, comme le PC français par exemple. C'est une des principales raisons de ce que la puissante vague de révolutions prolétariennes qui a suivi la révolution d'Octobre n'a pas été suivie par d'autre depuis. C'est encore les raisons de ce que tout un tas de courants nationalistes peuvent aujourd'hui se prétendre représenter les travailleurs.

Ce retard de la révolution coûte cher à toute la société. Nul ne peut dire où et quand le prolétariat reprendra le flambeau. Peut-être sera-ce en Afrique où l'impérialisme a accumulé tant de raisons de se révolter, tant de misères et d'inégalités que l'explosion est inévitable.

Il appartient à ceux qui défendent le point de vue communiste révolutionnaire, à ceux qui se réclament de l'héritage de Lénine et Trotsky, principaux dirigeants d'Octobre 1917, de faire en sorte que le prolétariat soit la force dirigeante de la révolution africaine à venir.

La révolution russe a montré que cela est possible même dans un pays où le prolétariat est minoritaire, mais où l'alliance avec les paysans pauvres peut en faire une force formidable, à laquelle ne peuvent pas résister les dictatures les plus verrouillées de nos pays.

C'EST CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.